

Mai 2022

Réforme des retraites pour « emmerder » les Français ?

Tribune, par Christiane
Marty, Jean-Marie Harribey,
Pierre Khalifa

Emmanuel Macron veut repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Changement de registre, donc :

il abandonne l'équité qui guidait, selon lui, le projet de système universel, pour se rabattre sur une modification paramétrique, le recul de l'âge, présenté comme une nécessité économique, la pandémie ayant dégradé les comptes.

Il annonce aussi un geste pour les petites retraites : un minimum de pension de 1100 euros mensuels pour les personnes ayant une carrière complète

Rétablissons d'abord les choses sur ce prétendu geste : la loi de 2003, article 4, impose déjà que le minimum de pension pour une carrière complète soit égal à 85 % du smic... ce que le président Macron a négligé de faire appliquer durant son quinquennat ! Compte tenu du smic actuel (1 269 euros), le minimum légal est déjà aujourd'hui de 1 079 euros

Ensuite, il est clair qu'un recul à 65 ans de l'âge de départ à la retraite serait très injuste pour de nombreuses catégories de salarié-es. Il ne pèserait guère sur la carrière des cadres, car ayant rarement commencé à travailler avant 22 ans, les 43 ans de cotisations exigés à partir de la génération 1973 les amènent déjà à 65 ans....

...Le progrès ne consiste ni à appauvrir les retraité-es, ni à faire travailler plus longtemps les actifs, mais à augmenter les ressources du système (améliorer les salaires, en finir avec les inégalités de taux d'emploi et de salaires entre les sexes, supprimer les exonérations abusives de cotisations sociales, créer les emplois répondant aux besoins sociaux et écologiques, etc.). La campagne présidentielle doit être l'occasion d'évaluer les différentes propositions.

La totalité de la tribune : [ici](#)

Déclaration du Conseil d'administration D'Attac : Face à Macron, luttons pour construire nos alternatives !



La défaite de Marine Le Pen écarte pour l'instant le danger d'une prise en main de l'État et de ses administrations par l'extrême droite. Mais le score très élevé des candidat-es d'extrême droite au premier tour, confirmé par celui du second, est une alerte sérieuse, qui pourrait être la dernière si une alternative progressiste de gauche ne se renforce pas au plus vite. Cela devient même vital tant les groupes fascistes et identitaires ont montré ces derniers jours le vrai visage de l'extrême droite en multipliant les agressions à l'encontre de musulman-es, de syndicalistes, de militant-es de gauche, dans le silence assourdissant de la plupart des médias. Cela devient aussi vital pour tou-tes celles et ceux, en grande souffrance sociale qui verront se dégrader encore davantage leurs conditions de vie.

E. Macron porte une responsabilité majeure dans la progression de l'extrême droite : d'une part, en banalisant avec ses ministres les thématiques de l'extrême droite et, d'autre part, en creusant les inégalités et renforçant les injustices sociales durant son quinquennat.

Président mal élu et fuyant le débat, il accède une seconde fois à la présidence de la République sans projet légitimé. Sa persistance à aggraver les injustices fiscales et sociales, à vouloir faire payer la dette aux plus pauvres et sa proposition de repousser la retraite à 65 ans ne rencontrent pas l'adhésion. Ses annonces de dernière minute sur l'écologie, ou sur les droits des femmes, ne laissent personne dupe. E. Macron bénéficie d'un mode de scrutin majoritaire à bout de souffle qui oblige les électeurs et électrices à donner leur suffrage au moindre mal au second tour. L'abstention, qui atteint un nouveau record de 28,01 %, reflète un rejet de l'offre électorale.

Attac doit, avec les autres mouvements sociaux, lutter contre ces deux phénomènes. C'est par les mobilisations que nous pouvons défaire le projet néolibéral macroniste. La construction de projets émancipateurs se fait au quotidien dans les cadres collectifs que sont les associations, les syndicats, les collectifs. La vie démocratique ne s'est jamais résumée aux échéances électorales...([suite page 3](#))

ATTAC occupe la Samaritaine pour dénoncer les vrais « assistés » du quinquennat Macron



<https://twitter.com/status/1510551852080898057>

Dimanche 3 avril, 70 militants et militantes d'Attac, du Droit Au Logement (DAL), du collectif Inter-Urgences et du syndicat Solidaires Finances publiques ont investi à 11h30 **la Samaritaine** pour l'occuper.

Face à la traque des précaires, organisée et annoncée par Emmanuel Macron, ils sont venus démasquer les véritables « assistés » de son quinquennat : les plus riches et les multinationales.

Les premiers, grands héritiers pratiquant l'évasion fiscale pour la plupart, les secondes, abreuvées d'aides publiques sans conditions pendant la crise du Covid, ont considérablement profité des choix politiques d'Emmanuel Macron.

On assiste ainsi à une concentration inédite des richesses et au creusement des inégalités.

Brèves

- 🎬 **De nos frères blessés**, par Héliel Cisterne.

Ce film relate l'histoire d'un français qui va embrasser la cause des Algériens et de l'Algérie, pays où il est né, alors que la guerre n'est pas encore déclenchée par le FLN.

Une œuvre choc, à voir

- 🎬 **L'Hypothèse démocratique**,

Une histoire basque par Thomas Lacoste. Ce documentaire retrace de manière exemplaire toutes les phases de cette histoire unique au monde par sa durée et l'engagement citoyen qui l'a accompagnée.



Ciné-débat Attac Paris 12°



Un film d'Emmanuel Gras 104 min

Jeudi 19 mai-19h

Au café associatif

« La Commune »

3 rue d'Aligre 75012
Metro Ledru Rollin /Gare de Lyon

En octobre 2018, le gouvernement Macron décrète l'augmentation d'une taxe sur le prix du carburant. Cette mesure soulève une vague de protestations dans toute la France. Des citoyens se mobilisent dans tout le pays : c'est le début du mouvement des Gilets jaunes. À Chartres, un groupe d'hommes et de femmes se rassemble quotidiennement. Parmi eux, Agnès, Benoît, Nathalie et Allan s'engagent à corps perdu dans la lutte collective. Comme tout un peuple, ils découvrent qu'ils ont une voix à faire entendre.

Accueil à partir de 19h
Restauration légère
Film 19h45

NOUS JOINDRE

<http://local.attac.org/paris12/> -
<https://twitter.com/AttacParis12>
[@AttacParis12](https://www.facebook.com/AttacParis12/)
www.facebook.com/AttacParis12/

- Par mail : paris12@attac.org.
- Par correspondance -
Maison de la vie associative et citoyenne,
181 Av Daumesnil 75012 Paris.



Déclaration du Conseil d'administration! ... Suite

*

Les luttes collectives à mener dès maintenant sont confrontées à deux dangers : celui des régressions sociales néolibérales et la menace identitaire, nationaliste et xénophobe. Pour faire une première démonstration qu'une dynamique collective existe en faveur de la justice sociale, environnementale et de la solidarité, nous descendrons massivement dans la rue le 1er mai pour construire une large opposition aux projets d'E. Macron.

Renforçons nos campagnes pour un autre monde !

La progression des gauches lors du premier tour de la présidentielle, notamment autour du programme de l'Union Populaire, a vu de nouvelles et nouveaux électeurs se prononcer pour une rupture avec le libéralisme, pour la justice sociale et écologique, et la construction d'une société féministe et antiraciste. Les dynamiques au sein des quartiers populaires et de la jeunesse sont un encouragement à poursuivre nos combats afin de nous défaire du néolibéralisme et faire régresser l'extrême droite qui s'en nourrit.

La progression des idées de gauche dans cette séquence électorale est aussi le fruit des mobilisations de ces dernières années : le refus de l'allongement de l'âge de départ à la retraite s'est construit dans les mobilisations syndicales, l'exigence de justice fiscale et sociale n'aurait pas été aussi forte sans la présence des gilets jaunes sur les ronds-points, l'aspiration à répondre à l'urgence écologique a mûri grâce aux grandes manifestations pour le climat, la dénonciation du racisme systémique a été parmi les mobilisations les plus massives au sortir du confinement tandis que les luttes féministes ont montré leur force numérique depuis 2017 et le mouvement #MeToo.

Malgré leur dynamique, ces mouvements n'ont pas trouvé un débouché victorieux à cette élection présidentielle. Mais les législatives de juin peuvent permettre de renforcer un projet de rupture avec le néolibéralisme productiviste, fossoyeur du modèle social conquis par les luttes.

Attac, comme d'autres organisations, va une fois encore se retrouver en première ligne face aux offensives du pouvoir.

Il s'agira de poursuivre notre action pour promouvoir des alternatives au service de la justice sociale, fiscale et environnementale, pour déconstruire les discours néolibéraux et lutter contre les attaques envers les services publics et la protection sociale menées au nom de la réduction du déficit et de la dette publique.

Le travail de notre association et de ses comités locaux a été précieux au cours de cette période électorale. Elle poursuivra ce travail en vue des législatives pour dénoncer les candidat-es des inégalités fiscales, sociales et climatiques.

Attac poursuivra ces actions pour imposer une première défaite à E. Macron sur la question des retraites. Elle s'appuiera pour cela sur les fortes dynamiques qui ont émergé en 2019 et qui sont parvenues à faire reculer le gouvernement.

Forte d'une centaine de comités locaux présents sur l'ensemble du territoire, notre association invite toutes les personnes qui aspirent à plus de justice et d'égalité à la rejoindre pour porter haut et fort l'ensemble de ces combats.

Des dizaines d'action le 26 avril pour dénoncer des projets "injustes et polluants"

L'objectif de ces actions simultanées est "de montrer aux dirigeants qu'ils ont leur rôle à jouer dans ce qui se passe aujourd'hui et contre le réchauffement climatique.

**A Paris,
devant le ministère de la Transition
écologique,**



**A Saclay ,
Les dernières terres agricoles d'IDF,
parmi les plus fertiles d'Europe
sont menacées par des projets
d'urbanisation avec notamment
la ligne de métro 18 à travers champs.**



**Rejoins
Attac !**

<https://france.attac.org/agir-avec-attac/adherer#sous>

Le 1er mai, dans la rue pour défendre nos droits et pour rappeler l'urgence de construire un monde socialement et écologiquement juste.



(collectif « Plus jamais ça » (Attac France, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace France, Les Amis de la Terre, Oxfam France et l'Union syndicale Solidaires)

Au lendemain de l'élection présidentielle, la défaite de Marine Le Pen est un soulagement. Cependant, le score de l'extrême droite est historique et lourd de menaces pour l'avenir. L'implantation de ces idées dangereuses est le résultat direct d'années de politiques ultralibérales, aussi destructrices pour les acquis sociaux que pour le climat, ayant attisé les colères. Nous ne nous satisfaisons donc en rien de l'élection d'Emmanuel Macron, dont le précédent quinquennat est responsable d'une part d'un fort accroissement des inégalités et d'autre part d'une inaction climatique meurtrière.

L'urgence écologique et sociale est plus forte que jamais mais le programme du candidat Emmanuel Macron ne semble pas en tenir compte, comme en attestent le projet de réforme de la retraite ou l'absence totale de débat sur le climat pendant la campagne présidentielle – et ce malgré deux condamnations de l'État français pour inaction climatique et la parution du très alarmant rapport du GIEC appelant à des actions immédiates pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. .

Nous n'avons donc plus cinq ans à perdre : les inégalités explosent et la crise climatique et sociale s'aggrave de jour en jour ! Avec détermination, nous qui avons constitué cette alliance d'associations et organisations écologistes et syndicales, appelons donc à immédiatement nous mobiliser en masse, uni-es face à ces politiques néolibérales néfastes et pour une société plus sociale, écologique et féministe.

Dès ce week-end, en participant aux manifestations du 1er mai à l'appel des organisations syndicales et de jeunesse, nous rappellerons que nous ne cautionnons pas le programme politique d'Emmanuel Macron, qui est une menace directe pour nos droits sociaux, pour la planète et qui constitue le terreau dont se nourrit l'extrême droite.

C'est en nous mobilisant ensemble, associations environnementales, altermondialistes et syndicats, que nous arriverons à imposer une dynamique favorable aux réformes nécessaires pour un monde plus juste. Nous défendons de nombreuses mesures communes, montrons notre unité et notre force collective.

Massifions le mouvement pour défendre et faire entendre nos valeurs écologiques et sociales : pas de répit pour ce pouvoir, imposons un autre monde socialement et écologiquement juste !